

**Art. 2.** De kennisgeving van dit besluit aan de gemeente Fernelmont leidt de procedure in bedoeld in de artikelen 10 tot 13 van het AGW GRD-gas en vervangt de oproep tot vernieuwing die door de Minister van Energie, aangewezen in artikel 10, § 1, van het AGW GRD-gas, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO  
De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200707]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la notification des données de prix et de production dans le secteur laitier

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement délégué (UE) n° 2017/1183 de la Commission du 20 avril 2017 complétant les règlements (UE) n° 1307/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la communication à la Commission d'informations et de documents;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2017/1185 de la Commission du 20 avril 2017 portant modalités d'application des règlements (UE) n° 1307/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les notifications à la Commission d'informations et de documents, et modifiant et abrogeant plusieurs règlements de la Commission;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.4;

Vu le rapport du 25 septembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 octobre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2022;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 17 novembre 2022;

Vu l'avis 261/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022;

Vu l'avis 72.468/4 du Conseil d'État, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'administration : l'administration au sens de l'article D.3., 3°, du Code wallon de l'Agriculture;

2° l'autorité compétente : la Direction de la Politique agricole du Département des Politiques européennes et des Accords internationaux du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

3° le lait de consommation : le lait stérilisé UHT demi-écrémé conventionnel;

4° l'organisation reconnue : l'organisation reconnue en application de l'article 5;

5° le règlement (UE) n° 2017/1185 du 20 avril 2017 : le règlement d'exécution (UE) n° 2017/1185 de la Commission du 20 avril 2017 portant modalités d'application des règlements (UE) n° 1307/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les notifications à la Commission d'informations et de documents, et modifiant et abrogeant plusieurs règlements de la Commission.

**Art. 2.** Conformément à l'article 7, § 3, du règlement (UE) n° 2017/1185 du 20 avril 2017, les opérateurs économiques du secteur laitier transmettent à l'autorité compétente les données visées aux articles 8 à 10.

**Art. 3.** La transmission des données visée à l'article 2 est réalisée par l'intermédiaire d'une organisation reconnue conformément au chapitre 2.

En cas d'absence d'une organisation reconnue, les opérateurs économiques du secteur laitier transmettent les données directement à l'autorité compétente.

CHAPITRE 2. — *Reconnaissance des organisations*

**Art. 4.** L'administration reconnaît une organisation lorsqu'elle remplit les conditions cumulatives suivantes :

1° elle est organisée de telle sorte qu'elle puisse remplir une ou plusieurs obligations reprises dans cet arrêté;

2° elle regroupe au moins quarante pour cent du nombre de producteurs du secteur laitier ou au moins quarante pour cent de la quantité du produit laitier, visé par l'obligation de transmission des données, produite ou commercialisée.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la présence d'un secrétariat séparé peut démontrer le respect de cette condition.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance de l'organisation est transmise à l'autorité compétente par courriel.

La reconnaissance signée par le Directeur général de l'administration est transmise à l'organisation reconnue par courriel dans les trente jours suivant la date de la réception de la demande de reconnaissance.

§ 2. L'administration retire la reconnaissance :

1° à la demande de l'organisation reconnue;

2° si l'organisation reconnue ne satisfait plus aux conditions visées à l'article 4.

La demande de retrait de la reconnaissance de l'organisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est transmise à l'autorité compétente par courriel.

Le retrait de la reconnaissance signé par le Directeur général de l'administration est transmis à l'organisation reconnue par courriel dans les trente jours suivant la date de la réception de la demande de retrait ou de la décision de l'administration.

### CHAPITRE 3. — *Transmission des données relatives à certains produits laitiers*

**Art. 6.** Les organisations reconnues transmettent à l'autorité compétente :

1° la preuve de la représentativité des données qu'elles transmettent;

2° les sources et méthodes de la collecte et du traitement des données;

3° les données visées aux articles 8 à 10.

**Art. 7.** La transmission des données visées à l'article 6 s'effectue par courriel.

**Art. 8.** Les organisations reconnues transmettent chaque semaine à l'autorité compétente, au plus tard le mardi à minuit, le prix de vente pour la semaine précédente, exprimé en euros par cent kilos, ainsi que la quantité correspondante vendue, des produits suivants :

1° la crème;

2° la mozzarella;

3° le beurre;

4° le lait de consommation;

5° le lait écrémé en poudre;

6° le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation animale;

7° le lait écrémé en poudre enrichi en matières grasses;

8° le lait entier en poudre.

En ce qui concerne l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, seules les données provenant des producteurs de lait de consommation produisant au moins cinq millions de litres de lait demi-écrémé par an sont prises en compte pour le calcul du prix hebdomadaire.

**Art. 9.** Les organisations reconnues transmettent chaque mois à l'autorité compétente, au plus tard le 24 de chaque mois à minuit, le prix de vente du mois précédent, exprimé en euros par cent kilos de produit à la teneur réelle en matière grasse et en protéines, des produits suivants :

1° le lait cru;

2° le lait cru biologique.

**Art. 10.** Les organisations reconnues transmettent chaque mois à l'autorité compétente, au plus tard le 24 de chaque mois à minuit, la quantité totale produite durant le mois précédent, exprimée en tonnes, de lait écrémé en poudre enrichi en matières grasses.

### CHAPITRE 4. — *Communication des données et confidentialité*

**Art. 11.** Les données transmises par les organisations reconnues à l'autorité compétente sont communiquées à la Commission européenne par l'autorité compétente via un système informatique établi par la Commission européenne.

**Art. 12.** L'autorité compétente peut publier les données visées aux chapitres 2 et 3. Les données sont publiées d'une manière qui ne permette pas d'identifier un opérateur économique individuel.

**Art. 13.** Les organisations reconnues assurent la protection et la confidentialité des données reçues des opérateurs économiques qu'elles traitent et transmettent à l'autorité compétente.

Les organisations reconnues ne publient pas les données des opérateurs économiques. Les données qu'elles reçoivent sont utilisées et conservées uniquement aux fins du présent arrêté.

**Art. 14.** L'autorité compétente assure la protection et la confidentialité des données que les organisations reconnues lui transmettent.

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

**Art. 15.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/200707]

**15. DEZEMBER 2022. — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Meldung von Preis- und Produktionsdaten im Milchsektor**

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Delegierten Verordnung (EU) 2017/1183 der Kommission vom 20. April 2017 zur Ergänzung der Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Übermittlung von Informationen und Dokumenten an die Kommission;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2017/1185 der Kommission vom 20. April 2017 mit Durchführungsbestimmungen zu den Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Übermittlung von Informationen und Dokumenten an die Kommission und zur Änderung und Aufhebung mehrerer Verordnungen der Kommission;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4;

Aufgrund des Berichts vom 25. September 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 3. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Oktober 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 17. November 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 1. Dezember 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 261/2022;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 1973. Januar koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 72.468/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° zuständige Behörde: die Direktion der Agrarpolitik der Abteilung Europäische Politik und internationale Abkommen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

3° Trinkmilch: herkömmliche sterilisierte teilentrahmte UHT-Milch;

4° anerkannte Organisation: die gemäß Artikel 5 anerkannte Organisation;

5° Verordnung (EU) 2017/1185 vom 20. April 2017: die Durchführungsverordnung (EU) 2017/1185 der Kommission vom 20. April 2017 mit Durchführungsbestimmungen zu den Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Übermittlung von Informationen und Dokumenten an die Kommission und zur Änderung und Aufhebung mehrerer Verordnungen der Kommission;

**Art. 2** - Gemäß Artikel 7 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2017/1185 vom 20. April 2017 übermitteln die Marktteilnehmer des Milchsektors der zuständigen Behörde die in den Artikeln 8 bis 10 genannten Daten.

**Art. 3** - Die Übermittlung der Daten gemäß Artikel 2 erfolgt über eine gemäß Kapitel 2 anerkannte Organisation.

Gibt es keine anerkannte Organisation, so übermitteln die Marktteilnehmer des Milchsektors die Daten direkt an die zuständige Behörde.

KAPITEL 2 — *Anerkennung der Organisationen*

**Art. 4** - Die Verwaltung erkennt eine Organisation an, wenn sie die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt:

1° sie ist so organisiert, dass sie eine oder mehrere der in dem vorliegenden Erlass aufgeführten Verpflichtungen erfüllen kann;

2° sie umfasst mindestens vierzig Prozent der Anzahl der Erzeuger im Milchsektor oder mindestens vierzig Prozent der erzeugten oder vermarkteten Menge des Milcherzeugnisses, das von der Verpflichtung zur Datenübermittlung betroffen ist.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 kann die Existenz eines separaten Sekretariats die Erfüllung dieser Bedingung nachweisen.

**Art. 5** - § 1. Der Antrag der Organisation auf Anerkennung wird per E-Mail an die zuständige Behörde weitergeleitet.

Die vom Generaldirektor der Verwaltung unterzeichnete Anerkennung wird der anerkannten Organisation innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags auf Anerkennung per E-Mail übermittelt.

§ 2. Die Verwaltung entzieht die Anerkennung:

1° auf Antrag der anerkannten Organisation;

2° wenn die anerkannte Organisation die in Artikel 4 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Der Antrag auf Entzug der Anerkennung der in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Organisation wird der zuständigen Behörde per E-Mail übermittelt.

Der vom Generaldirektor der Verwaltung unterzeichnete Entzug der Anerkennung wird der anerkannten Organisation innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags auf Entzug oder der Entscheidung der Verwaltung per E-Mail übermittelt.

KAPITEL 3 — *Übermittlung von Daten über bestimmte Milcherzeugnisse*

**Art. 6** - Die anerkannten Organisationen übermitteln der zuständigen Behörde:

1° den Nachweis der Repräsentativität der von ihnen übermittelten Daten;

2° die Quellen und Methoden der Datenerhebung und -verarbeitung;

3° die in den Artikeln 8 bis 10 genannten Daten.

**Art. 7** - Die Übermittlung der in Artikel 6 genannten Daten erfolgt per E-Mail.

**Art. 8** - Die anerkannten Organisationen übermitteln der zuständigen Behörde jede Woche spätestens am Dienstag um Mitternacht den Verkaufspreis für die Vorwoche, ausgedrückt in Euro je hundert Kilogramm, sowie die entsprechende verkaufte Menge der folgenden Erzeugnisse:

1° Sahne;

2° Mozzarella;

3° Butter;

4° Trinkmilch;

5° Magermilchpulver;

6° Magermilchpulver für Futterzwecke;

7° fettangereichertes Magermilchpulver;

8° Vollmilchpulver.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 werden für die Berechnung des Wochenpreises nur die Daten der Trinkmilchproduzenten berücksichtigt, die mindestens 5 Millionen Liter teilentrahmte Milch pro Jahr produzieren.

**Art. 9** - Die anerkannten Organisationen übermitteln der zuständigen Behörde monatlich, spätestens am 24. eines jeden Monats um Mitternacht, den Verkaufspreis des Vormonats, ausgedrückt in Euro je hundert Kilogramm Erzeugnis mit dem tatsächlichen Fett- und Eiweißgehalt, für folgende Erzeugnisse:

1° Rohmilch;

2° Bio-Rohmilch.

**Art. 10** - Die anerkannten Organisationen übermitteln der zuständigen Behörde jeden Monat spätestens am 24. eines jeden Monats um Mitternacht die im Vormonat erzeugte Gesamtmenge in Tonnen von fettangereichertem Magermilchpulver.

KAPITEL 4 — *Datenübermittlung und Vertraulichkeit*

**Art. 11** - Die von den anerkannten Organisationen an die zuständige Behörde übermittelten Daten werden von der zuständigen Behörde über ein von der Europäischen Kommission eingerichtetes IT-System an die Europäische Kommission weitergeleitet.

**Art. 12** - Die zuständige Behörde kann die in den Kapiteln 2 und 3 genannten Daten veröffentlichen. Die Daten werden in einer Weise veröffentlicht, die keine Rückschlüsse auf die Identität eines einzelnen Marktteilnehmers zulässt.

**Art. 13** - Die anerkannten Organisationen gewährleisten den Schutz und die Vertraulichkeit der von den Marktteilnehmern erhaltenen Daten, die sie verarbeiten und an die zuständige Behörde weiterleiten.

Die anerkannten Organisationen veröffentlichen die Daten der Marktteilnehmer nicht. Die von ihnen erhaltenen Daten werden nur für die Zwecke des vorliegenden Erlasses verwendet und aufbewahrt.

**Art. 14** - Die zuständige Behörde gewährleistet den Schutz und die Vertraulichkeit der Daten, die ihr von den anerkannten Organisationen übermittelt werden.

#### KAPITEL 5 — *Schlussbestimmung*

**Art. 15** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/200707]

#### 15 DECEMBER 2022. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de kennisgeving van prijzen en productiegegevens in de zuivelsector**

De Waalse Regering,

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/1183 van de Commissie van 20 april 2017 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de aan de Commissie te melden informatie en documenten;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2017/1185 van de Commissie van 20 april 2017 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordeningen (EU) nr. 1307/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft de aan de Commissie te melden informatie en documenten en tot wijziging en intrekking van diverse verordeningen van de Commissie;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.4;

Gelet op het rapport van 25 september 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 17 november 2022;

Gelet op het advies nr. 261/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op advies nr. 72.468/4 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1<sup>o</sup> de administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3<sup>o</sup>, van het Waalse Landbouwwetboek;

2<sup>o</sup> de bevoegde overheid: de Directie Landbouwbeleid van het Departement Europees Beleid en Internationale Overeenkomsten van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu;

3<sup>o</sup> consumptiemelk: de conventionele gesteriliseerde halfvolle UHT-melk;

4<sup>o</sup> erkende organisatie: de overeenkomstig artikel 5 erkende organisatie;

5<sup>o</sup> Verordening (EU) nr. 2017/1185 van 20 april 2017: de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/1185 van de Commissie van 20 april 2017 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordeningen (EU) nr. 1307/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft de aan de Commissie te melden informatie en documenten en tot wijziging en intrekking van diverse verordeningen van de Commissie.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 7, § 3, van Verordening (EU) nr. 2017/1185 van 20 april 2017, delen marktdeelnemers in de zuivelsector aan de bevoegde overheid de gegevens bedoeld in de artikelen 8 tot 10 mee.

**Art. 3.** Het in artikel 2 bedoeld bezorgen van gegevens wordt verricht via een overeenkomstig hoofdstuk 2 erkende organisatie.

Bij gebrek aan een erkende organisatie, zenden de marktdeelnemers in de zuivelsector de gegevens rechtstreeks toe aan de bevoegde overheid.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning van de organisaties*

**Art. 4.** De administratie erkent een organisatie wanneer deze aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

1° zij is op die wijze georganiseerd dat ze kan voldoen aan een of meer verplichtingen vermeld in dit besluit.

2° zij groepeerd ten minste veertig procent van het aantal producenten in de zuivelsector of ten minste veertig procent van de geproduceerde of verhandelde hoeveelheid zuivelproduct waarop de verplichting tot bezorgen van gegevens betrekking heeft.

Voor de toepassing van het eerste lid 1, 1°, kan de aanwezigheid van een afzonderlijk secretariaat aantonen dat aan deze voorwaarde is voldaan.

**Art. 5.** § 1. De aanvraag tot erkenning van de organisatie wordt per e-mail naar de bevoegde overheid bezorgd.

De door de Directeur-generaal van de administratie ondertekende erkenning wordt binnen dertig dagen na de datum van ontvangst van de erkenningsaanvraag per e-mail aan de erkende organisatie bezorgd.

§ 2. De administratie trekt de erkenning in :

1° op verzoek van de erkende organisatie;

2° indien de erkende organisatie niet langer voldoet aan de in artikel 4 bedoelde voorwaarden.

De aanvraag tot intrekking van de erkenning van de organisatie bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt bezorgd per e-mail aan de bevoegde overheid.

De door de Directeur-generaal van de administratie ondertekende intrekking van de erkenning wordt binnen dertig dagen na de datum van ontvangst van de erkenningsaanvraag per e-mail of van de beslissing van de administratie aan de erkende organisatie bezorgd.

HOOFDSTUK 3. — *Bezorgen van gegevens betreffende verschillende zuivelproducten*

**Art. 6.** De erkende organisaties geven de bevoegde overheid het volgende voor :

1° het bewijs van de representativiteit van de gegevens die ze bezorgen;

2° de bronnen en de methodieken van de gegevensverzameling en gegevensverwerking;

3° de gegevens bedoeld in de artikelen 8 tot 10.

**Art. 7.** De gegevens bedoeld in artikel 6 worden bezorgd per e-mail.

**Art. 8.** De erkende organisatie bezorgen elke week aan de bevoegde overheid, uiterlijk op dinsdag om middernacht, de verkoopprijs voor de voorafgaande week, uitgedrukt in euro per honderd kilo, alsook de dienovereenkomstige verkochte hoeveelheid voor de volgende producten :

1° room;

2° mozzarella;

3° boter;

4° consumptiemelk;

5° mageremelkpoeder;

6° mageremelkpoeder bestemd voor voeder;

7° mageremelkpoeder met toegevoegde vetten;

8° vollemelkpoeder.

Wat betreft het eerste lid 1, 4°, worden voor de berekening van de weerprijs alleen gegevens in aanmerking genomen van producenten van consumptiemelk die ten minste vijf miljoen liter halfvolle melk per jaar produceren.

**Art. 9.** De erkende organisaties bezorgen de bevoegde overheid maandelijks uiterlijk op de 24e om middernacht de verkoopprijs voor de voorgaande maand, uitgedrukt in euro per honderd kilogram product tegen het werkelijke vet- en eiwitgehalte, voor de volgende producten :

1° rauwe melk :

2° biologische rauwe melk.

**Art. 10.** De erkende organisaties bezorgen de bevoegde overheid maandelijks uiterlijk op de 24e om middernacht de totale in de voorafgaande maand geproduceerde hoeveelheid mageremelkpoeder met toegevoegde vetten, uitgedrukt in ton.

HOOFDSTUK 4. — *Mededeling van de gegevens en vertrouwelijkheid*

**Art. 11.** De gegevens die door de erkende organisaties aan de bevoegde instantie worden bezorgd, worden door de bevoegde overheid aan de Europese Commissie meegedeeld via een door de Europese Commissie opgezet computersysteem.

**Art. 12.** De bevoegde overheid kan de in de hoofdstukken 2 en 3 bedoelde gegevens bekendmaken. De gegevens worden op zodanige wijze bekendgemaakt dat geen enkel individueel economisch operator kan worden geïdentificeerd.

**Art. 13.** De erkende organisaties zorgen voor de bescherming en vertrouwelijkheid van de van de economische operatoren ontvangen gegevens die zij verwerken en aan de bevoegde overheid bezorgen.

De erkende organisaties maken de gegevens van de economische operatoren niet bekend. De gegevens die zij ontvangen worden uitsluitend gebruikt en opgeslagen voor de doeleinden van dit besluit.

**Art. 14.** De erkende overheid zorgt voor de bescherming en vertrouwelijkheid van de door de erkende organisaties ontvangen gegevens.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

**Art. 15.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200587]

**31 MARS 2022. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 079 de la division organique 16 et le programme 120 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022**

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, notamment l'article 35;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>ème</sup> alinéa;

Considérant la nécessité de créer une nouvelle adresse budgétaire de compte budgétaire 84322000 et de domaine fonctionnel 079.074 dans le programme 079 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 intitulé « Subvention aux organismes publiques pour la mise en oeuvre de projets FEDER-INTERREG V - URBACT III »;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 84322000 et de domaine fonctionnel 079.074 du programme 079 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 12 novembre 2021 dans le cadre du Programme URBACT III, à savoir, le dossier suivant (intitulé et codification du projet cofinancé) :

URBACT III;

Axe 1 : Investissement;

Mesure 1.1 : Augmenter la capacité des villes à gérer des politiques et des pratiques urbaines durables de manière intégrée et participative;

Intitulé : GG4C;

Opérateur : Ville de Mouscron;

Adresse budgétaire (compte budgétaire/domaine fonctionnel) : 84322000/079.074;

Crédits d'engagement : 24.000 EUR;

Crédits de liquidation : 8.000 EUR;

Codification du projet : E UR 1 106000 07952,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'engagement à concurrence de 24 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 8 milliers d'EUR sont transférés du programme 120 de la division organique 34 au programme 079 de la division organique 16.

**Art. 2.** La ventilation des adresses budgétaires suivantes du programme 079 de la division organique 16 et du programme 120 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EURO)

Adresse budgétaire			Crédit initial		Réallocation		Crédits ajustés	
DO	Compte budgétaire (2-5 sec)	Domaine fonctionnel						
34	80100001	120.001	5 867	132 534	- 24	- 8	5 843	132 526
16	84322000	079.074	0	0	24	8	24	8

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Namur, le 31 mars 2022.

E. DI RUPO  
C. COLLIGNON